

Burundi : quinze ans de prison requis contre 4 journalistes

@rib News, 30/12/2019 – Source Agence Anadolu Le ministre public burundais a requis, lundi, un emprisonnement de quinze ans contre les quatre journalistes de l'hebdomadaire indépendant « Iwacu », a confié Anadolu CIAM Retirakiza, un de leurs avocats. Un réquisitoire a été formulé lors de la première comparution en audience publique au Parquet de Bubanza, ouest du pays, de ces quatre reporters, aux arrêts depuis 70 jours.

« Que leur matériel soit saisi et devienne patrimoine de l'Etat », a, en outre, plaidé l'avocat du ministre public un des responsables de l'hebdomadaire « Iwacu », ce matériel est notamment constitué d'un véhicule, des engins et d'une caméra. Le verdict est attendu au plus tard dans 30 jours selon Retirakiza. Cette comparution intervient quelques jours après que le président de la République Pierre Nkurunziza ait demandé, lors d'une commission publique semaine dernière, que le procès soit équitable pour qu'il n'ait pas d'injustice. Accusés de complicité dans le retour à l'intérieur de l'Etat, les quatre reporters, à savoir, Agnès Ndirubusa (service politique), Christine Karirakiza (radio), Egide Harerimana (rédaction anglaise) et Thérèse Mpozenzi (caméraman) avaient été arrêtés, ainsi que leur chauffeur Adolphe Manirakiza, le 22 octobre, à Musigati, province Bubanza lors d'un reportage sur une attaque d'un groupe armé dans cette localité riveraine de la grande forêt Ikibira. Seul le chauffeur a été, quelques jours après, mis en liberté provisoire. Selon le code pénal burundais, dans son article 610, cette infraction est punie par une servitude pénale de dix à quinze ans et d'une amende de 1.086 à 2.717 dollars. L'hebdomadaire « Iwacu », le seul journal indépendant encore fonctionnel après la destruction de quatre médias, dans la foulée du coup d'Etat manqué du 13 avril 2015, n'en est pas sa première preuve. Alors que son fondateur et directeur des Publications Antoine Kaburahe a été contraint à l'exil en 2015, le journaliste Jean Bigirimana est porté disparu il y a déjà plus de trois ans. Victime de menaces de mort, la famille Bigirimana (son épouse et ses deux garçons) se sont par la suite réfugiés au Rwanda. Depuis avril 2015, date de l'officialisation de la 3^e candidature du président Nkurunziza à la tête du pays, le Burundi n'a cessé d'aggraver en ce qui concerne la liberté d'expression. Selon le classement de Reporters Sans Frontières (RSF), en 2014 et 2019, le Burundi occupe la 159^e position, alors qu'il était 142^e en 2014, dans ce même classement.